

Trump II et l'énergie : au-delà de la rhétorique, quels impacts ?

Patrice Geoffron*

Sans réelle surprise, les documents programmatiques [1] et les premières décisions de Donald Trump dessinent une rupture avec l'administration Biden, privilégiant la « domination énergétique » au détriment des considérations environnementales. Cette vision s'inscrit dans la continuité du premier mandat Trump, avec une intensité accrue, et repose sur trois piliers : la maximisation de l'extraction d'hydrocarbures, le démantèlement des régulations environnementales, et une approche sélective des technologies de décarbonation. Cette politique s'inscrit pleinement dans une vision néo-mercantiliste des relations internationales, où la domination énergétique est, plus que jamais, une arme de politique étrangère [2]. L'analyse détaillée des différentes composantes de cette politique permet d'en mesurer les enjeux et certaines conséquences plausibles, sans garantie que les effets soient à la hauteur de la rhétorique, face aux réalités industrielles des filières et forces en présence sur les marchés énergétiques.

1. Pétrole : des forages sous contrainte de rentabilité

Dès son retour à la présidence, Donald Trump a signé des décrets exécutifs visant à encore accroître la production nationale de pétrole avec l'accélération des permis de forage sur les terres fédérales, y compris en Alaska, et la construction d'infrastructures pétrolières [3]. Cependant, des réalités économiques complexes se dessinent face aux ambitions présidentielles. Les producteurs américains, qui atteignent déjà des niveaux historiques de production, ne sacrifieront pas leur rentabilité à l'augmentation des volumes : un maintien d'un prix du baril à des

niveaux substantiels (d'environ 80 dollars selon certaines évaluations [4]) serait nécessaire pour justifier une augmentation significative de la production. Mais, contradiction majeure, Donald Trump exerce également une pression sur l'Arabie saoudite et ses alliés pour augmenter leur production, afin de tirer les prix à la pompe vers le bas, promesse faite à sa base électorale. Mais on voit mal ce qui incitera l'Arabie saoudite à dévaloriser sa principale ressource, l'obligeant à rompre une alliance avec Moscou qui tient, malgré les chocs, depuis 2016 au sein de l'OPEP+. En outre, comme Mohammed ben Salmane envisage d'investir 600 milliards de dollars aux États-Unis, il ne peut fragiliser, dans le même temps, sa rente pétrolière. Par ailleurs, l'imposition éventuelle de tarifs douaniers sur le pétrole canadien et mexicain risque de perturber les approvisionnements des raffineries américaines [5]. Ces dernières, particulièrement dans le Midwest, dépendent fortement du pétrole canadien et pourraient voir leurs coûts augmenter.

Au total, des effets des politiques de dérégulation sur la production pétrolière ne se matérialiseront probablement qu'après la fin du mandat présidentiel [6]. Tandis qu'à court terme, des gains potentiels proviendraient principalement de l'amélioration des infrastructures de transport et de l'optimisation des puits existants. La capacité de l'administration Trump à augmenter substantiellement la production pétrolière américaine reste incertaine, confrontée aux forces du marché, aux contraintes techniques et à la vigilance des producteurs locaux.

* Université Paris-Dauphine-PSL.

2. Gaz : des exportations accrues, sous réserve de ne pas rehausser le prix interne

La stratégie gazière de Trump s'articule autour du GNL comme levier géopolitique majeur, les États-Unis étant devenus le premier exportateur mondial avec des volumes décuplés depuis le milieu des années 2010. Parmi les décisions du «*day 1*», Trump a ordonné au département de l'Énergie de reprendre l'examen des permis d'exportation de gaz, que l'administration Biden avait suspendus. Mais cette politique d'expansion des exportations de GNL crée des tensions sur le marché intérieur, leur augmentation contribuant mécaniquement à la hausse des prix pour les consommateurs américains [7]. Le «*Project 2025*» préconise la rationalisation des processus d'autorisation pour stimuler à la fois la production et les exportations, et recommande également des investissements dans les infrastructures, comme les gazoducs et les installations dédiées au GNL [8]. La construction de nouveaux gazoducs reste toutefois complexe, particulièrement dans le Nord-Est où les projets se heurtent à des obstacles juridiques et à l'opposition d'autorités locales [9]. Les entreprises gazières accueillent favorablement ces initiatives de dérégulation, mais restent prudentes quant à l'augmentation de leur production sans garantie de rentabilité [10].

3. Décarbonation : une tentative de tri dans les technologies à promouvoir

Au-delà des hydrocarbures, la politique énergétique de Trump s'articule autour d'une approche sélective des technologies de décarbonation. Le captage et le stockage du carbone (CCS) émerge comme une technologie prioritaire, bénéficiant d'un soutien bipartisan. Cette approche est renforcée par la nomination de Lee Zeldin à la tête de l'Environmental Protection Agency (EPA), qui a historiquement soutenu le développement du CCS. La fusion nucléaire constitue un autre axe majeur de développement technologique, avec la mise en place du programme *Fusion Innovation Research Engine* et la publication attendue d'une feuille de route en 2025 [11]. Cette orientation s'inscrit dans une volonté plus large de maintenir la compétitivité américaine face à la Chine

dans les technologies énergétiques avancées [12]. Paradoxalement, certaines mesures de dérégulation visant initialement le secteur pétrolier pourraient bénéficier aux énergies renouvelables. La réforme du *National Environmental Policy Act* (NEPA) et la simplification des procédures d'autorisation environnementale pourraient également accélérer le développement de projets d'énergies propres [13]. Néanmoins, l'administration Trump a clairement manifesté son opposition à l'éolien *offshore*, annonçant son intention de mettre fin aux nouveaux projets.

4. Accord de Paris : *business as usual*

La décision immédiate de sortie de l'accord de Paris est, cette fois, tout sauf une surprise. Les premières analyses suggèrent que, d'ici 2030, les politiques de l'administration Trump pourraient augmenter les émissions cumulées américaines de 2 à 4 milliards de tonnes de CO₂ par rapport à leur trajectoire actuelle [14]. Au-delà des impacts climatiques directs, cette politique entraînerait une augmentation de la pollution atmosphérique, contribuant à plusieurs milliers de décès prématurés par an d'ici 2030 [15]. La nouvelle administration a déjà commencé à démanteler l'appareil scientifique fédéral lié au climat. Trump a notamment révoqué le mémorandum de Biden sur l'intégrité scientifique, qui obligeait toutes les agences fédérales à établir ou mettre à jour leurs politiques dans ce domaine. Il a également dissous le groupe de travail interagences sur le coût social des gaz à effet de serre, qualifiant leurs calculs de «*déficients sur le plan logique*» et «*mal fondés sur le plan scientifique empirique*» [16]. À l'évidence, l'abolition potentielle de la National Oceanic and Atmospheric Administration, y compris du National Hurricane Center, menace de rendre les États-Unis plus vulnérables encore aux conditions météorologiques extrêmes [17].

5. Conclusion : ce que révélera le principe de réalité

Sans nul doute, la politique énergétique et climatique envisagée pour un second mandat Trump représente un changement de paradigme dans l'approche américaine des questions énergétiques et environnementales. L'histoire jugera si cette tentative de retour en arrière aura constitué un dernier sursaut de l'ère des énergies fossiles ou un obstacle majeur dans la lutte contre le changement climatique. Prosaiquement, les acteurs du secteur énergétique, guidés par des impératifs de rentabilité plutôt que par des considérations politiques, pourraient se montrer réticents à augmenter significativement leur production malgré l'assouplissement réglementaire. Par ailleurs, le démantèlement ou l'abrasion des incitations aux énergies renouvelables risque de freiner l'innovation technologique américaine, alors même que la Chine et (espérons-le) l'Europe maintiendront leur transition énergétique. Et de laisser un héritage à chaque ménage américain qui, en 2035, pourrait avoir à acquitter un surcoût énergétique de 500 \$/an, comparativement à un maintien de la dynamique amorcée par Joe Biden avec l'*Inflation Reduction Act* [18].

RÉFÉRENCES

- [1] McNamee B.L., 2023. Department of Energy and Related Commissions, in Project 2025, Comprehensive Policy Guide, Mandate for Leadership: The Conservative Promise.
- [2] Guliyev F., 2020. "Trump's 'America First' Energy Policy, Contingency and the Reconfiguration Of The Global Energy Order", *Energy Policy*, Volume 140.
- [3] Executive Order 14089, 2025. "Declaring a National Energy Emergency," Federal Register, Vol. 90 (January 20, 2025).
- [4] Federal Reserve Bank of Kansas City, 2025. "Tenth District Energy Activity Fell at a Steady Pace", Energy Survey, Fourth Quarter 2024, January 2, 2025.
- [5] Smith, J.R., 2025. "Impact of Trade Policies on U.S. Energy Markets", *The New York Times*, January 31, 2025.
- [6] McCartney G., Somasekhar A., Dang S., 2025. "U.S. Permian Basin's Oil Output Growth to Slow in 2025 Despite Trump's Plan, Executives Say", Reuters, February 6, 2025.
- [7] Elliott R.F., 2025. "Trump Tariffs Could Hurt Oil Companies and Increase Gas Prices", *The New York Times*, January 31, 2025.
- [8] McNamee B.L., 2023, idem.
- [9] Valdmanis R., 2025. "Trump's Likely First Moves on U.S. Energy Policy", Reuters, January 13, 2025.
- [10] Elliott R.F., 2025. "Oil Companies Embrace Trump, but Not 'Drill, Baby, Drill'", *The New York Times*, January 27, 2025.
- [11] Reuter H., Wymer J., Pavia N., 2024. "Decarbonizing the U.S. Power Sector: Progress and Opportunities", Clean Air Task Force, Policy Brief, August 2024.
- [12] Blakemore R., et al., 2025. "Seven Questions and Expert Answers About Trump's First Actions to Transform U.S. Energy", Atlantic Council Analysis, January 2025.
- [13] Morrison M.W., et al., 2025. "Trump 2.0: The Changing Landscape of Renewable Energy Regulation", *Energy Policy Review*, Pillsbury Law, January 16, 2025.

[14] Tollefson J., 2025. “Drill, baby, drill? Trump policies will hurt climate — but US green transition is under way”, *Nature*, 4 February 2025.

[15] Tollefson J., 2025, idem.

[16] Zhang C., 2025. “Trump Reverses Climate Policies on First Day in Office”, FYI Science Policy News, American Institute of Physics, January 2025.

[17] Science Media Centre, 2025. “Expert Reaction to Trump’s Re-election and Impact on Climate Issues”, Science Policy Analysis, February 2025.

[18] King B., et al., 2024. Trump 2.0: What’s in Store for US Energy and Climate?, Rhodium Group, December 2024.

BIOGRAPHIE

PATRICE GEOFFRON est professeur à l’Université Paris-Dauphine, dont il a été président intérimaire (2020) et vice-président international. Il a également dirigé, à sa création, le Laboratoire d’Économie de Dauphine (LEDa). Il pilote actuellement l’équipe énergie-climat de Dauphine qui anime plusieurs chaires de recherche (Économie du climat, Économie du gaz, Marchés européens de l’électricité). Entre autres responsabilités, il est membre du conseil scientifique du CEA, d’ENGIE et de la CRE, ainsi que du Cercle des économistes.